



PRÉFET DE LA HAUTE-LOIRE

Visite de Monsieur Laurent NUNEZ
Secrétaire d'État auprès du ministre de l'intérieur
mardi 5 février 2019

Monsieur le ministre, Cher Laurent,
Madame, Messieurs les parlementaires,
Monsieur le président du conseil départemental,
Monsieur le maire du Puy-en-Velay
Madame la présidente du Tribunal de Grande Instance,
Monsieur le Procureur de la République,
Mesdames les sous-préfètes,
Monsieur le directeur de la sécurité publique de la Haute-Loire, Cher Commissaire Cluzeau,
Mon Colonel, commandant le groupement de gendarmerie de la Haute-Loire, Cher Colonel Rabasté,
Mon Colonel, directeur du service départemental d'incendie et de secours
Mesdames et Messieurs les officiers, sous-officiers de police et de gendarmerie,
Messieurs les représentants de la direction départementale des services de police du Rhône – unité de Vénissieux et du Puy-de-Dôme,
Mesdames et messieurs les fonctionnaires et agents de Préfecture,
Mesdames et messieurs les représentants du Centre Hospitalier Emile-Roux, du SAMU et des Urgences
Mesdames et messieurs les journalistes,

Merci tout d'abord Monsieur le ministre d'avoir accepté de venir au Puy-en-Velay pour rendre hommage, en reconnaissant leur dévouement, leur courage et leur mérite à l'ensemble des acteurs publics qui, subissant les assauts des gilets jaunes, ont défendu notre préfecture, symbole de la République.

Je veux relater brièvement les évènements que nous avons vécus.

Ce 1^{er} décembre, deux manifestations sont attendues, aucune n'est déclarée.

La première, organisée par la CGT, est rejointe à midi par un cortège composé de tracteurs et de manifestants venus d'Aiguilhe.

Ils sont alors plusieurs centaines sur la place du Breuil. Après le départ des responsables CGT, certains entreprennent de faire céder le portail. Celui-ci avait résisté à bien des assauts par le passé. Il cède à 12 h 45 et la Cour d'honneur est envahie.

La Préfecture est alors gardée par une vingtaine de policiers et de gendarmes.

Une benne contenant une centaine de pneus s'approche de la préfecture. Les manifestants déchargent son contenu dans la cour d'honneur.

Au COD, nous observons cette manœuvre et je comprends assez vite que lorsque le dernier pneu sera amené, le feu y sera mis. Le risque est de voir la préfecture enfumée, contraignant ceux qui y travaillent à quitter les lieux, et laisser place au saccage.

L'ordre est donné d'évacuer la cour d'honneur. Le rapport de force ne nous est pas favorable. Je le sais, le commissaire, le colonel, le savent, les policiers et les gendarmes le sentent.

La manœuvre s'effectue sous des jets de projectiles.

La cour est évacuée promptement, le portail refermé et tenu à main d'hommes. Nous comptons nos premiers blessés qui ne quittent pas les rangs, parmi lesquels le Colonel RABASTE.

Les renforts arrivent au fur et à mesure : le PSIG d'Yssingeaux, les gendarmes de Saint-Didier et Monistrol.

La mission est alors de tenir.

Durant près de quatre heures, avec quelques répit dus à l'efficacité des grenades de désencerclement, des lacrymogènes et des tirs de LBD, les policiers et les gendarmes vont au coude à coude tenir la position, subissant ensemble les quolibets, les invectives, les menaces de mort, les crachats et les attaques physiques inouïes, des madriers utilisés comme béliers, des barrières vauban servant tour à tour de bras de levier, d'échelle, de boucliers, des jets de projectiles dont des pavés de plus de 12 kilos, des produits inflammables, des brandons enflammés.

La violence de ces attaques est à la mesure de la haine qui anime alors les manifestants, contre des forces de l'ordre vêtues de leurs seules tenues d'intervention classique.

Cette haine est ressentie par les policiers et les gendarmes qui reconnaissent un voisin, une personne avec qui l'on a conversé sur un rond-point la veille ou un partenaire de club de foot.

Les renforts continuent d'arriver du département, du Rhône et du Puy-de-Dôme.

Les sapeurs pompiers mobilisés s'organisent rapidement l en deux colonnes.

L'une dédiée aux secours. Et cette salle sera rapidement transformée en hôpital de campagne prenant en charge les nombreux blessés à la tête, aux épaules, aux jambes.

L'autre à la lutte contre l'incendie, déclenchés par des cocktails molotov projetés sur l'aile Ouest, le bâtiment central, puis le bâtiment de la direccte et de l'ONAC.

Guidés par deux agents de la Préfecture dépourvus de protection, les sapeurs-pompiers luttent de l'intérieur contre ces feux et les maîtrisent.

A l'extérieur, le camion pompe est empêché d'approcher par des gilets jaunes, écumant « vous allez tous griller comme des poulets ».

Durant toute cette journée, policiers nationaux et municipaux, sapeurs-pompiers, gendarmes, agents de la préfecture, sous la houlette de la sous-préfète d'Yssingeaux, étaient en COD.

La standardiste subissait, quant à elle, les outrages verbaux et les menaces anonymes.

Enfin, une demi compagnie républicaine de sécurité, libérée d'une précédente mission à Lyon, arrive à 20 h 50. Le retour au calme est effectif à 21 h 30.

Au total, 18 membres des forces de l'ordre départementales ont été blessés, dont 7 passés aux urgences le soir même pour une prise en charge immédiate. D'autres ont consulté les jours suivants auxquels il faut ajouter 10 des 14 policiers de Villeurbanne venus en renfort.

Côté manifestants deux blessés graves étaient à déplorer.

Pour chacun des blessés, forces de l'ordre ou manifestants, les urgences de l'hôpital ont fait preuve d'un accueil impartial, à l'image du service public. Que son directeur, son responsable des urgences, ainsi que le médecin coordonateur en soient ici vivement remerciés.

Si les altiligériens, comme tous les français ont été légitimement choqués par les images diffusées à la télévision, ils n'ont pas perçu l'abnégation des fonctionnaires et des militaires, le courage, la détermination et l'engagement de ces femmes et de ces hommes, prêts à tout donner pour protéger à la fois la préfecture et ses occupants.

Dès le samedi soir, les messages de solidarité et de soutien se sont multipliés. Au plus haut niveau de l'État, le premier ministre et le ministre de l'intérieur m'ont appelé. Le lendemain, le président de l'assemblée nationale.

La ministre Jacqueline GOURAULT est venue dès le dimanche soir rencontrer les blessés, les personnels engagés, et les élus, et leur témoigner le soutien du Gouvernement, suivie le surlendemain par le Président de la République.

Par la suite c'est par centaines que les témoignages de soutien et d'indignation ont été reçus.

De nombreux élus ont dénoncé sans ambiguïté ces violences, je les en remercie sincèrement, d'autres, tout en les dénonçant y ont trouvé des justifications, d'autres encore sont restés silencieux.

Je veux dire avec la plus grande fermeté que, quelles que soient les opinions, il est inacceptable de considérer que la violence puisse devenir acceptable au motif que les revendications seraient justes ou que le gouvernement n'aurait pas apporté les bonnes réponses dans les bons délais. Il faut clairement combattre les factieux et sauvegarder la démocratie.

Le temps de la justice est enclenché, avec des interpellations, des comparutions immédiates, et des convocations devant l'OPJ ou le tribunal correctionnel. Les premières peines ont été prononcées. Nous pouvons faire confiance aux magistrats pour qu'elles soient adaptées à la personne, à la situation et aux actes commis.

Merci M. le Procureur de la République, Madame la Présidente, à vous-même et à vos collègues pour l'attention que vous y portez en toute indépendance.

Pour terminer, je veux dire à chacune et chacun MERCI pour avoir été à nos côtés dans ces moments difficiles. Ce front commun, sans distinction d'uniforme, a montré une belle solidarité entre policiers, gendarmes, pompiers et agents de préfecture, et prouvé à ce département et à la France que même attaqués, comme le plus souvent injustement, l'État et la République sont debout et poursuivent leurs missions en défendant leurs valeurs, ici comme ailleurs.

